L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 27 NOVEMBRE 1870. 44me Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
DIMANCHE MATIN, 27 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif, à midi, à la Bourse des Négociants : Deux Entrepôts, rue Royale—Un terrain situé dans le Deuxième District, rue Dauphine, entre St Ann et Ursulines, avec les bâtisses qui s'y trouvent—Idem, à 10 1/2 heures, sur les lieux, le cabaret et le poste d'huîtres, situés au No 185, rue du Bac.

Par J. Déjan, Jr., à en salle d'encan, coin Carondelet et Gravier—Vente régulière de meubles et effets.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue Chartres—Marchandises sèches et lingerie.

Par J. Lamount, au No. 60 de la rue de Chartres—Chapeaux extra dus, habillements d'hiver et articles de toilette.

Par Stern et Bros, au No. 16 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

ATTENTION!!

Le shérif procédera, demain, à dix heures et demie A.M., sur les lieux, à l'adjudication du contrat du Poste d'huîtres, situé No. 185, rue du Bac, Premier District.

ATTENTION!

Propriétés améliorées dans le Deuxième District, à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente de bâtisses qui aura lieu demain, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Chartres, par le ministère du Shérif, de deux terrains avec les bâtisses et améliorations qui y sont situés rue Dauphine, entre celles St Ann et Toulouse, Deuxième District. Voir le plan à la Bourse.

Pour le détail et les conditions, voir nos annonces.

Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., au "Pelican Printing Office", encouragez des vaux Camp et Favdras.

CANDISPUMS et sa MÉLANGE Confiserie fine en tous genres chez J. VILLARI BIA & Co, Successeurs d'Ernest Turpin, 93 rue Vieille-Levee.

THEATRES.

AUJOURD'HUI DIMANCHE.

OPERA.—Les Dragons de Villars et les Contes de Pipernaus.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—Les Lanciers Noirs.

ST CHARLES.—Peet O'Day, drame et Our Military Friend, comédie.

VARIÉTÉS.—The Two Roses.

L'ÉLECTION D'ÉTAT.

Les employés chargés de manipuler les bulletins d'élection pour les différentes parties sont fait connaître les résultats suivants, qui forment le vote total, sauf la Paroisse Calcasieu:

Auditeur: Graham, radical	67,55
Jumel, démocrate	40,00
Trésorier: Dubuclet, radical	65,66
Blair, démocrate	41,25
Fabrication de l'act. de la Constitution	64,470
Idem, contre	41,605

LE BUDGET MUNICIPAL.

En parlant du projet de budget présenté par M. Shaw pour 1871, nous avions oublié de faire remarquer que les dépenses de la police métropolitaine n'y figuraient pas, les dépenses étant payées par une taxe spéciale. Or le budget métropolitain est de trois millions de dollars. Les dépenses de 1871 seront donc en réalité de six millions et demi, c'est à dire triples de celles qui ont été faites en 1870 pour les dépenses de la ville, il y a une dixaine d'année, époque à laquelle les dépenses ne dépassaient pas deux millions.

LES APPAREILS A GAZ BARBARIN.—Nous avons dans une autre colonne une série de lettres adressées au président de la Compagnie du Gaz Barbarin par les chefs de divers établissements ou maisons accréditées éclairés par des appareils de la Compagnie. Ces attestations émanant de personnes d'une haute moralité reconnue et sont incapables de compromettre leurs signatures à la légère, établissent pour tous les résultats impartiaux des faits qu'on ne saurait sérieusement contester, à savoir que le Gaz Barbarin donne une lumière aussi blanche et aussi stable que celle du gaz naturel, qu'avec des tuyaux convenablement distribué dans toutes les parties d'un établissement un vaste quinquet à tous les étages, et enfin que l'appareil carburateur ne présente aucun danger d'explosion, même quand il est exposé aux flammes d'un incendie comme cela a eu lieu récemment.

L'introduction du gaz Barbarin est une initiative locale dont toute le mérite revient à ceux de nos concitoyens. Mais cette ratiative pas été la seule qui nous ait porté à encourager: nous l'avons étudié, nous avons trouvé la théorie ingénieuse et satisfaisante et nous sommes heureux de voir par les nombreuses attestations que nous publions, que la pratique a tenu tous ses engagements et que la théorie a trouvé pleinement confirmée aujourd'hui que nous en cette invention ira en grandissant.

INCENDIE D'UN STEAMER DANS LA BAIE DE MOBILE.—Les journaux de Mobile, reçus, nous ont appris que le steamer Alice, employé comme allège et appartenant à J. M. Hollingsworth, a eu un repas James Alexander, a été entièrement détruit par le feu, avant-hier soir, dans la baie de Mobile. Il y avait, dit-on, 20 personnes à bord et l'on craint qu'elles aient été perdues, moins le steveddore James Thompson, qui a été recueilli par le steamer Mary, de la Nouvelle-Orléans, et ciné par le steamer Arlington. Le steamer Arlington avait un chargement de 581 balles de coton.

Le sinistre commence le feu a pris. Le bateau était estimé $10,000 et assuré pour moitié comme le coton était également assuré.

SYMPTÔMES DE LA CONSOMPTION.—Nous lettre de ce jour, le docteur continue à passer en revue les différents symptômes de la consomption. Il parle de l'expectoration, de ses différents caractères suivant la nature de la dégénérescence morbide qui la provoque. Les mauvais résultats de l'apparence que présentent les matières expectorées sont propres pour guider le médecin dans l'application de l'état de son malade et dans le choix des médicaments qu'il doit employer. La lettre du docteur Hunter donne des renseignements précis sur l'expectoration et sur le rôle que joue la toux dans la communication ne sera pas lus avec plus d'intérêt que les précédentes.

LE NOUVEAU SYSTÈME DE TRACTION.—Nous sommes informés qu'un nouvel essai du système de traction des chars au moyen de la corde sans fin, aura lieu, aujourd'hui dimanche. L'expérience commencera à dix heures et demie du matin et la ligne du chemin de fer de Carrollton, à cinq illets au-dessus de la station Jackson.

Une nouveauté combinant l'utilité et l'économie est la machine à coudre de Grover & Baker, qui présente tous les avantages d'une machine de première classe et qui se vend rue du Canal, No 182 et est réduit de $50.

Nouvelles de Paris

du 4 novembre.

(Extraits du *Journal officiel.*)

Le gouvernement de la défense nationale a adressé à la population la proclamation suivante :

Citoyens,

Nous vous fait appel à vos suffrages.

Vous nous répondez par une éclatante unanimité.

Vous nous ordonnez de rester au poste le plus périlleux que nous ait assigné la révolution du 4 septembre.

Nous y restons avec la force qui vient de vous, avec le sentiment des grands devoirs que votre confiance nous impose.

Le premier est celui de la défense. Elle seule continuera d'être l'objet de notre préoccupation exclusive.

Tous, nous serons unis dans le grand effort qu'elle exige: à notre brave armée, à notre vaillante mobile, se joindront les bataillons de garde nationale frémissant d'une impatience.

Que le vote d'aujourd'hui soit consacré notre union. Désormais, c'est l'autorité de votre suffrage que nous avons à faire respecter. Nous sommes résolus à y mettre toute notre énergie.

Donnant au monde le spectacle nouveau d'une ville assiégée dans laquelle règne la liberté la plus illimitée, nous ne souffrirons pas qu'une minorité porte atteinte aux droits de la majorité, brave les lois et les ébranle, par la sédition, l'auxiliaire de la Prusse.

La garde nationale ne peut incessamment être arrachée aux remparts pour contenir ces mouvements criminels. Nous mettrons notre honneur à les prévenir par la sévère exécution des lois.

Habitants et défenseurs de Paris, votre sort est entre vos mains. Votre attitude depuis le commencement du siège a montré ce que valent vos cœurs dignes de la liberté. Achevez votre œuvre; pour nous, nous ne demandons d'autre récompense que d'être les premiers au danger, et de mériter, par notre dévouement, d'y avoir été maintenus par votre volonté.

Vive la République! Vive la France!

Général TROCHU, Jules FAVRE, GARNIER-PAGÈS, Emmanuel ARAGO, Jules FERRY, Ernest PICARD, Jules SIMON, Eugène PELLETAN.

M. Jules Favre, vice-président du gouvernement de la défense nationale, ministre de l'intérieur par intérim, a adressé aux habitants de Paris la proclamation suivante :

Mes chers concitoyens,

Je vous remercie, au nom de notre amour commun de la patrie, du calme avec lequel vous avez procédé au vote que le gouvernement vous demandait.

Ce calme est l'œuvre de votre patriotisme et de votre bon sens.

Il prouve que vous comprenez toute la valeur du suffrage universel, et que vous êtes dignes de le pratiquer dans toute sa liberté.

Ce suffrage substitue la raison à la violence, et prouvant qu'il est le droit, il enseigne le devoir.

Il réduit au silence ceux qui, en méconnaissant son autorité, deviendraient des ennemis publics.

Que ce jour solennel marque donc la fin des divisions qui ont désolé la cité.

N'ayons tous qu'un cœur et qu'une pensée: la délivrance de la patrie.

Cette délivrance n'est possible que par l'obéissance aux chefs militaires et par le respect des lois; chargé du soin de maintenir leur exécution, je fais appel à votre intelligent concours, et je vous promets en échange tout mon dévouement, toute ma fermeté.

Vive la République! vive la France!

Jeudi, 3 novembre 1870. JULES FAVRE.

La journée du 3 novembre sera une grande date.

Partout, dès huit heures du matin, s'ouvraient les opérations électorales, et les citoyens commençaient à se porter en foule aux divers lieux de vote. Partout ensemble calme et la régularité présidaient à l'acte important auquel le gouvernement de la défense nationale convoquait le peuple, réuni dans ses comices.

A quatre heures du soir, les premiers résultats du dépouillement arrivaient à l'Hôtel-de-Ville, autour duquel s'étaient rangés des bataillons de la garde nationale.

Une estrade avait été construite devant la porte de l'Horloge, et, vers dix heures, douze gardes nationaux et douze gardes mobiles portant des torches venaient prendre place. Ils précédaient le maire de Paris, accompagné de MM. Hérisson et Clémenceau, ses adjoints, et du colonel Manfacrat, de l'état major de la garde nationale.

M. Etienne Arago, maire de Paris, a prononcé les paroles suivantes:

Chers concitoyens,

C'est la première fois, depuis la République, que le peuple a lieu sur la place de l'Hôtel-de-Ville la cérémonie à laquelle vous assistez.

Le maire du nouveau Paris républicain a pu, pendant quelques jours, exercer ses fonctions solennelles, de mettre en contact les habitants, les défenseurs et les magistrats municipaux.

Demain, à onze heures du matin, aura lieu, en séance publique, dans la salle Saint-Jean de l'Hôtel-de-Ville, la proclamation officielle du scrutin vingt arrondissements de Paris et des communes suburbaines réfugiées, des gardes mobiles et de l'armée.

En attendant, j'ai voulu vous apprendre le soir officiellement et—permettez-moi ce mot expressif—en famille, que le résultat du suffrage universel, connu en ce moment, est:

Oui	235,224
Non	19,987

Chers concitoyens,

Après une journée qui a attristé l'Hôtel-de-Ville, le gouvernement de la défense a voulu se soustraire à la grande épreuve du suffrage libre universel. Cette épreuve lui est favorable. Jamais scrutin ne donna une majorité proportionnel aussi approbatif d'un gouvernement.

Le Vote retrempé dans vos suffrages, va nous donner de nouvelles forces pour soutenir cette lutte immortelle contre l'homme qui pays et assurer contre tous ses ennemis le triomphe de la République une et indivisible.

Honneur à la ville de Paris!

Vive la république!

La proclamation du vote est accueillie par les témoignages les plus enthousiastes et les cris mille fois répétés de: "Vive la République!"

Les deux bataillons, d'un commun élan, s'ébranlent alors vers l'Hôtel du gouvernement de Paris, où le gouvernement de la défense nationale se trouve assemblé.

A minuit, avertis que la garde nationale vient leur apporter ses félicitations patriotiques, tous les membres du gouvernement sont incapables de contenir leurs signaux à la légère, établissent pour tous les résultats impartiaux des faits qu'on ne saurait sérieusement contester, à savoir que le Gaz Barbarin donne une lumière aussi blanche et aussi stable que celle du gaz naturel, qu'avec des tuyaux convenablement distribué dans toutes les parties d'un établissement un vaste quinquet à tous les étages, et enfin que l'appareil carburateur ne présente aucun danger d'explosion, même quand il est exposé aux flammes d'un incendie comme cela a eu lieu récemment.

L'introduction du gaz Barbarin est une initiative locale dont toute le mérite revient à ceux de nos concitoyens. Mais cette ratiative pas été la seule qui nous ait porté à encourager: nous l'avons étudié, nous avons trouvé la théorie ingénieuse et satisfaisante et nous sommes heureux de voir par les nombreuses attestations que nous publions, que la pratique a tenu tous ses engagements et que la théorie a trouvé pleinement confirmée aujourd'hui que nous en cette invention ira en grandissant.

Les mêmes acclamations se reproduisent avec une vivacité nouvelle, puis le défilé commence. Plus de 10,000 hommes passent tour à tour devant le gouvernement, et ce n'est qu'à une heure du matin que s'éteignent les derniers échos de ces acclamations, d'autant plus éloquente qu'elle a été toute spontanée.

Paris vient de donner une fois de plus la preuve de son bon sens politique aussi bien que de son patriotisme.

Le recensement général des votes aura lieu à l'Hôtel-de-Ville le vendredi 4 novembre, à onze heures du matin, en séance publique, dans la salle Saint-Jean.

Il sera procédé à cette opération par trois maires désignés par le maire de Paris.

—On lit dans le *Gaulois* :

Un vieux républicain nous a dit hier soir :

—Ce sera la *première fois de ma vie* que je voterai oui pour un gouvernement.

Le *Gaulois* rapporte un fait assez curieux :

On a trouvé à l'Hôtel-de-Ville de Paris, après le départ des envahisseurs, une dépêche prussienne chiffrée. On conserve à l'Hôtel de Ville cet étrange petit morceau de papier oublié par un agent de M. de Bismark. Le texte de l'émeute publié dans le *Journal officiel*, tout dont on a lonté gémalement la vigueur et la précision, est lu à la plume de M. Jules Simon."

Voici le résultat du plébiscite qui a donné une si admirable majorité au gouvernement de la défense nationale :

	OUI.	NON.
Armée de terre et de mer, et garde mobile	240,622	9053
Sections de Paris et populations réfugiées	321,353	53,585
Total	557,996	62,638

La plupart des maires dans appartiennent au parti républicain, comme MM. Salmon, Hérisson, Martin, Carnot, Corbon, Arnaud et Vautrain; mais quelques partisans de la Commune ont été élus ce sont MM. Ranvier, Mortillet, Mottu et Clémenceau. Il reste à faire six ballottages.

Le citoyen Clémenceau est l'ancien maire démocrate-socialiste qui interdisait Dieu et le catéchisme dans l'école publique du dix-huitième arrondissement.

—Ouasaure que M. Henri Rochefort est en prison. A une très grande agitation. Les scènes violentes qui ont eu lieu à l'Hôtel-de-Ville ont produit sur lui une vive impression. Je ne saurais dire si tout ce qu'on raconte est vrai, mais j'écrit notre correspondant, s'il est vrai que la foule affolée fait grossièrement injurié et menacé, en la présence du *plante, d'arrivé, de comédies*, qu'il ait répondu intimidée: *"Je ne voulais pas le croire, mais vous êtes tous de la canaille"*—Toujours est il que Rochefort bondé à la fois le gouvernement et le peuple."

Dans ces triste retour des choses d'ici-bas, nous devons reconnaître à cet, que le peuple ne respecte pas ceux qui le flattent *risolet*. Il a raison. Ceux-là seuls peuvent avoir un légitime empire sur lui, dont l'existence est austère et qui pratiquent les conseils qu'ils donnent.

PROTESTATION DES MOBILES A PARIS.

A MM. les membres du Gouvernement de la défense nationale.

Les bataillons de la mobile (soussignés) appelés à Paris, ont appris avec indignation l'attentat commis hier sur vos personnes. De rélèvent de toutes leurs forces contre de tels faits, et ils sont bien décidés à ne pas les subir de nouveau.

La mobile est composée d'hommes qui sont réunis sous les armes pour défendre la patrie. Ils sont à la fois citoyens et soldats.

Comme soldats, ils n'attendent que des ordres, ils ne songent pas à les discuter. Ils ne veulent qu'obéir.

Comme citoyens, ils connaissent et ils revendiquent leurs droits. Aussi, c'est au nom de ces droits complètement méconnus par les émeutiers d'hier, qu'ils viennent vous dire qu'ils ne veulent pas du gouvernement de la Commune de Paris. La province vient vers être respectée, la province n'entend pas qu'on se passe d'elle.

Nous ne voulons pas, en effet, qu'une poignée d'hommes prétende imposer un gouvernement à sa guise. Nous voulons, avant tout, que ce soit la France qui nous commande, et nous refuserons d'obéir à tout ce qui sera faction ou parti.

Vous êtes au pouvoir dans des temps difficiles, demeurez-y. Le pays avisera quand le danger sera disparu. Mais la Commune de Paris, telle qu'on a tenté de l'imposer hier, n'aurait représenté qu'une minorité avide et tarbulente.

Nous n'en voulons pas.

Nous ne lui obéirons pas.

Le 1er novembre 1870.

—Les travaux de défense, déjà si complets, se continuent désormais sur plusieurs points de l'enceinte, et notamment dans la partie comprise entre la porte de Pantin et le boulevard Sérurier.

Casemates, tranchées, banquettes barricades, tout cela se creuse ou s'élève avec une ardeur et une activité extraordinaires.

Les rues qui aboutissent au boulevard Sérurier sont la plupart coupées par de formidables travaux en terre et pierres, de nature à entraver la marche du plus impétueux bataillons.

Sur la gauche, en avant des fortes carrières d'Amérique, on construit un second rempart hérissé d'embâches et de tacles. Toute cette zone des fortifications a été d'ailleurs entièrement remaniée, bouleversée, transfigurée.

CHRONIQUE LOCALE

L'AFFAIRE DE DONALDSONVILLE.—L'interrogatoire des témoins a continué devant le commissaire Welles.

J. C. Mathieu, blanc, candidat républicain pour la paix et la prospérité, déclare s'être rendu de l'autre côté du fleuve auprès de Hunsacker et lui avoir dit qu'il pouvait, en toute sûreté, venir compter les votes à Donaldsonville. Hunsacker lui dit qu'un des hommes qu'il avait envoyé pour chercher les boîtes avait été tué et qu'il croyait pas pouvoir aller lui-même. Il ajouta qu'il donna alors un ordre pour 500 hommes allassent à Donaldsonville et en rapportassent les boîtes. Le témoin entendu dire autour de lui qu'on traîtait Donaldsonville ce soir-là et qu'on brûlait la ville. En s'en retournant vers le fleuve, il entendit un ordre et vit une compagnie de 100 hommes de couleur armés qui se mettaient en joue. Il se fit reconnaître avec peine comme leur candidat et put traverser le fleuve, il trouva tout le long de la route les nègres s'assemblant et paraît le brûler Donaldsonville. On entendait battre le rappel sur plusieurs habitations et il y avait une grande effervescence. Ils s'en venaient tous vers la ville, disant que qu'il fallait la brûler. Il essayait de les dissuader, mais on ne voulait pas l'écouter.

Le témoin avait rencontré Schomberg et Lawes, allé avec eux trouver Hunsacker qui donna un ordre au major Oliver d'empêcher le mouvement sur Donaldsonville, un autre ordre adressé à Fisher disait que celui-ci serait responsable des actes des hommes.

En revenant ils rencontrèrent Oliver et ses hommes. Schomberg parla à Oliver et lui remit l'ordre. Fisher était là et il dit à Schomberg qu'il pouvait passer mais qu'il avait 400 hommes plus loin qui l'arrêtaient. Il y avait beaucoup d'agitation autour du bureau et le témoin craignant que Fisher ou ses hommes ne tirassent se rendit dans un magasin où il vit Oliver et lui lut l'ordre. Schomberg et Lawes continuèrent leur route. En arrivant plus tard à Donaldsonville, il apprit qu'ils n'étaient pas encore revenus. Le témoin sait qu'il existait de l'animosité entre Schomberg et Fisher. Le premier avait sauvé le second qui avait fait un affidavit contre lui.

Frederic E. Birge, blanc, n'a pas 21 ans, il avait été nommé par Hunsacker commissaire d'élection; il n'a prêté aucun serment en cette qualité. Il était avec Fisher quand Schomberg et Lawes ont été vus vers minuit ou une heure du matin. Le témoin avait reçu ordre pour rapporter les boîtes et il se rendait à Donaldsonville avec Fisher et 40 hommes armés sous les ordres de celui-ci. Fisher dit aux deux blancs qu'ils ne pouvaient passer. Lawes tira un pistolet et Fisher sauta sur lui pour prendre son pistolet, et c'est alors qu'il tira et tua Schomberg. Le témoin pense que la mort de Schomberg a été le résultat d'un accident. Lawes saisit Fisher à la gorge et tous deux tombèrent par terre, Fisher ayant le dessus. Quand ils se relevèrent dix ou douze coups de feu ont été tirés à Lawes.

Ici l'auditoire donne des signes manifestes d'incrédulité. M. Shannon demande au commissaire d'empêcher les démonstrations contre le témoin. Le commissaire dit qu'ayant entendu les précédents rédoublages, il n'est pas étonné que l'abrégé de version du témoin provoque des marques d'incrédulité.

Le témoin dit que Lawes n'était pas tué quand le témoin partit; quelque temps après il vit Lawes debout près de la barrière et perdant du sang. Lawes et Oliver sont arrivés quelques. Fisher portait l'uniforme d'un officier de police de la Nouvelle-Orléans. Le témoin ne sait pas quitté Fisher depuis le moment où ils ont traversé le fleuve et il n'a vu les Oliver qu'après le meurtre. Il n'a pas vu les ordres que, selon Mathieu, il aurait reçu de Hunsacker l'ordre d'écrire pour les Oliver et Fisher.

Le témoin dit d'abord qu'il n'est pas allé au secours de Lawes parce qu'étant le seul blanc il avait peur, puis il se rétracte et dit qu'il a offert d'aider Lawes à se rendre aux cabanes pour faire penser ses blessures. Fisher y a coudait Lawes et il a emporté Lawes voulait se rendre à l'habitation Winchester et demanda à ses hommes de prendre le chemin de l'hôtel. Il a cour se remplit aussitôt. Quatre mille soldats citoyens, officiers en tête, sont très, et clamant que dans le pays tout le a vu son corps le lendemain matin de l'autre côté de la barrière.

Le général Trochu prend la parole :

Citoyens, dit-il, vous nous avez donné la plus imposante consécration que jamais peuple ait donnée à un gouvernement, protestant ainsi sur quelle manière contre les détestables violences d'une journée néfaste. Nous ne pouvons pas tromper. Vos acclamations nous forment à servir de la mal sûre dans laquelle nous soubaitons de nous refermer toujours. Au nom du gouvernement de la défense, je vous remercie, citoyens, je veux remercier mes compagnons dans le crédit: *Vive la République!* Et j'ajoute que si nous le peut nous sauver. Et j'ajoute que si nous le perdons, nous serions perdus avec elle."

(Les paroles sont interrompues à plusieurs reprises par des acclamations enthousiastes. Tous les bras sont levés, toutes les voix sont confondues dans une commune acclamation.

M. Jules Favre, à son tour, prononce une courte allocution, où il déclare que le gouvernement de la défense, qui a juré de ne pas céder un pouce de notre territoire, restera, quoi qu'il arrive, fidèle à cet engagement.

Les mêmes acclamations se reproduisent avec une vivacité nouvelle, puis le défilé commence. Plus de 10,000 hommes passent tour à tour devant le gouvernement, et ce n'est qu'à une heure du matin que s'éteignent les derniers échos de ces acclamations, d'autant plus éloquente qu'elle a été toute spontanée.

Paris vient de donner une fois de plus la preuve de son bon sens politique aussi bien que de son patriotisme.

Le recensement général des votes aura lieu à l'Hôtel-de-Ville le vendredi 4 novembre, à onze heures du matin, en séance publique, dans la salle Saint-Jean.

Il sera procédé à cette opération par trois maires désignés par le maire de Paris.

—On lit dans le *Gaulois* :

Un vieux républicain nous a dit hier soir :

—Ce sera la *première fois de ma vie* que je voterai oui pour un gouvernement.

Le *Gaulois* rapporte un fait assez curieux :

On a trouvé à l'Hôtel-de-Ville de Paris, après le départ des envahisseurs, une dépêche prussienne chiffrée. On conserve à l'Hôtel de Ville cet étrange petit morceau de papier oublié par un agent de M. de Bismark. Le texte de l'émeute publié dans le *Journal officiel*, tout dont on a lonté gémalement la vigueur et la précision, est lu à la plume de M. Jules Simon."

Voici le résultat du plébiscite qui a donné une si admirable majorité au gouvernement de la défense nationale :

	OUI.	NON.
Armée de terre et de mer, et garde mobile	240,622	9053
Sections de Paris et populations réfugiées	321,353	53,585
Total	557,996	62,638

La plupart des maires dans appartiennent au parti républicain, comme MM. Salmon, Hérisson, Martin, Carnot, Corbon, Arnaud et Vautrain; mais quelques partisans de la Commune ont été élus ce sont MM. Ranvier, Mortillet, Mottu et Clémenceau. Il reste à faire six ballottages.

Le citoyen Clémenceau est l'ancien maire démocrate-socialiste qui interdisait Dieu et le catéchisme dans l'école publique du dix-huitième arrondissement.

—Ouasaure que M. Henri Rochefort est en prison. A une très grande agitation. Les scènes violentes qui ont eu lieu à l'Hôtel-de-Ville ont produit sur lui une vive impression. Je ne saurais dire si tout ce qu'on raconte est vrai, mais écrit notre correspondant, s'il est vrai que la foule affolée fait grossièrement injurié et menacé, en la présence du *plante, d'arrivé, de comédies*, qu'il ait répondu intimidée: *"Je ne voulais pas le croire, mais vous êtes tous de la canaille"*—Toujours est il que Rochefort bondé à la fois le gouvernement et le peuple."

Dans ces triste retour des choses d'ici-bas, nous devons reconnaître à cet, que le peuple ne respecte pas ceux qui le flattent *risolet*. Il a raison. Ceux-là seuls peuvent avoir un légitime empire sur lui, dont l'existence est austère et qui pratiquent les conseils qu'ils donnent.

PROTESTATION DES MOBILES A PARIS.

A MM. les membres du Gouvernement de la défense nationale.

Les bataillons de la mobile (soussignés) appelés à Paris, ont appris avec indignation l'attentat commis hier sur vos personnes. De rélèvent de toutes leurs forces contre de tels faits, et ils sont bien décidés à ne pas les subir de nouveau.

La mobile est composée d'hommes qui sont réunis sous les armes pour défendre la patrie. Ils sont à la fois citoyens et soldats.

Comme soldats, ils n'attendent que des ordres, ils ne songent pas à les discuter. Ils ne veulent qu'obéir.

Comme citoyens, ils connaissent et ils revendiquent leurs droits. Aussi, c'est au nom de ces droits complètement méconnus par les émeutiers d'hier, qu'ils viennent vous dire qu'ils ne veulent pas du gouvernement de la Commune de Paris. La province vient vers être respectée, la province n'entend pas qu'on se passe d'elle.

Nous ne voulons pas, en effet, qu'une poignée d'hommes prétende imposer un gouvernement à sa guise. Nous voulons, avant tout, que ce soit la France qui nous commande, et nous refuserons d'obéir à tout ce qui sera faction ou parti.

Vous êtes au pouvoir dans des temps difficiles, demeurez-y. Le pays aviserra quand le danger sera disparu. Mais la Commune de Paris, telle qu'on a tenté de l'imposer hier, n'aurait représenté qu'une minorité avide et tarbulente.

Nous n'en voulons pas.

Nous ne lui obéirons pas.

Le 1er novembre 1870.

—Les travaux de défense, déjà si complets, se continuent désormais sur plusieurs point de l'enceinte, et notamment

PAR LE TELEGRAPHE.

Dépêches Transmises à l'"Abeille."

Nouvelles Européennes.

Florence, 26 nov—Une délégation volontaire de notables des Alpes au devant de l'escorte espagnole arrivée à Gênes, lundi, avec la nouvelle de l'élection du duc d'Aosta au trône d'Espagne.

L'Autriche et la Prusse ont félicité Victor-Emmanuel sur cet événement.

Il y a eu une forte bonnade de tremblement de terre dans les Romagnes.

Londres, 26 nov—On vient de publier un télégramme qui diffère de tous les autres rapports et qui annonce que Paris est toujours plein de confiance, et qu'il a pour d'animaux pour deux mois et demi, de farine pour huit mois, et de vin et d'eau-de-vie pour un an. Le télégramme dit, en outre, que, si l'ennemi approchait, on brûlerait tout ce qui pourrait lui servir de chauffage.

Le bombardement du Mont Valérien, dit-on, n'a pas été sérieux.

Le cabinet se querelle de nouveau sur la décision prise aujourd'hui; il aura une autre séance lundi, pour prendre un parti final. Jeudi, la reine assistera au conseil.

Un télégramme de Tours du 26, dit: Le bruit se répand qu'une grande sortie a eu lieu le 24 et qu'on s'est battu à Montargis. Bourbaki, en refusant de commander le 18me corps d'armée dit, qu'il avait formé une armée et qu'on lui en enlève le commandement. Il ne se soumettra pas deux fois au même procédé. Il veut un service actif et non un travail d'organisation.

New York, 26—Dépêche au *World*:

Londres, 26—Un correspondant qui a quitté Versailles le 21, apporte le récit suivant d'une entrevue avec Bismarck :

Question—Espérez-le indéfiniment exprimé en Allemagne au plan de la campagne surtout en ce qui concerne Paris.

Réponse—La prise de Paris est demandée et doit avoir lieu plus tôt ou plus tard pour satisfaire les Allemands chez eux. Quant au temps et à la manière d'effectuer cette capture, l'opinion publique varie beaucoup. Si mes conseils eussent été suivis, Paris eut été attaqué il y a longtemps.

Question: Vos avis ont-ils été mis de côté? Réponse.—Après les victoires de Wissembourg et de Wœrth, les Allemands descendirent des Vosges et marchèrent sur vous Châlons. Von Moltke décida qu'ils devaient venir pour aider à la destruction de l'armée qui abandonna si précipitamment Châlons. Il conseilla de continuer la marche jusqu'à Paris qui, alors n'était pas préparé à soutenir un siège et de le prendre ou de le détruire. Il était en France, qui serait alors envahie aussi vite que possible.

Quand on arriva dans le département de Seine-et-Oise, on trouva que la noix était dure à craquer. D'abord on se détermina à attaquer d'un pays secret d'artillerie à Ville Combley; mais alors il le prirent d'autres différends, suscités par Moltke. Nous nous décidâmes alors à laisser la place pour prendre son pistolet, et c'est alors qu'il tira et tua Schomberg. Le témoin pense que la mort de Schomberg a été le résultat d'un accident. Lawes saisit Fisher à la gorge et tous deux tombèrent par terre, Fisher ayant le dessus. Quand ils se relèvèrent dix ou douze coups de feu ont été tirés à Lawes.

Ici l'auditoire donne des signes manifestes d'incrédulité. M. Shannon demande au commissaire d'empêcher le démonstrations contre le témoin. Le commissaire dit qu'ayant entendu les précédents rédoublages, il n'est pas étonné que l'abrégé de version du témoin provoque des marques d'incrédulité.

Le témoin dit que Lawes n'était pas tué quand le témoin partit; quelque temps après il vit Lawes debout près de la barrière et perdant du sang. Lawes et Oliver sont arrivés quelques. Fisher portait l'uniforme d'un officier de police de la Nouvelle-Orléans. Le témoin ne sait pas quitté Fisher depuis le moment où ils ont traversé le fleuve et il n'a vu les Oliver qu'après le meurtre. Il n'a pas vu les ordres que, selon Mathieu, il aurait reçu de Hunsacker l'ordre d'écrire pour les Oliver et Fisher.

Le témoin dit d'abord qu'il n'est pas allé au secours de Lawes parce qu'étant le seul blanc il avait peur, puis il se rétracte et dit qu'il a offert d'aider Lawes à se rendre aux cabanes pour faire penser ses blessures. Fisher y a coudait Lawes et il a emporté Lawes voulait se rendre à l'habitation Winchester et demanda à ses hommes de prendre le chemin de l'hôtel. Il a cour se remplit aussitôt. Quatre mille soldats citoyens, officiers en tête, sont très, et clamant que dans le pays tout le a vu son corps le lendemain matin de l'autre côté de la barrière.

Le général Trochu prend la parole :

Citoyens, dit-il, vous nous avez donné la plus imposante consécration que jamais peuple ait donnée à un gouvernement, protestant ainsi sur quelle manière contre les détestables violences d'une journée néfaste. Nous ne pouvons pas tromper. Vos acclamations nous forment à servir de la mal sûre dans laquelle nous soubaitons de nous refermer toujours. Au nom du gouvernement de la défense, je vous remercie, citoyens, je veux remercier mes compagnons dans le crédit: *Vive la République!* Et j'ajoute que si nous le peut nous sauver. Et j'ajoute que si nous le perdons, nous serions perdus avec elle."

(Les paroles sont interrompues à plusieurs reprises par des acclamations enthousiastes. Tous les bras sont levés, toutes les voix sont confondues dans une commune acclamation.

M. Jules Favre, à son tour, prononce une courte allocution, où il déclare que le gouvernement de la défense, qui a juré de ne pas céder un pouce de notre territoire, restera, quoi qu'il arrive, fidèle à cet engagement.

Les mêmes acclamations se reproduisent avec une vivacité nouvelle, puis le défilé commence. Plus de 10,000 hommes passent tour à tour devant le gouvernement, et ce n'est qu'à une heure du matin que s'éteignent les derniers échos de ces acclamations, d'autant plus éloquente qu'elle a été toute spontanée.

Paris vient de donner une fois de plus la preuve de son bon sens politique aussi bien que de son patriotisme.

Le recensement général des votes aura lieu à l'Hôtel-de-Ville le vendredi 4 novembre, à onze heures du matin, en séance publique, dans la salle Saint-Jean.

Il sera procédé à cette opération par trois maires désignés par le maire de Paris.

—On lit dans le *Gaulois* :

Un vieux républicain nous a dit hier soir :

—Ce sera la *première fois de ma vie* que je voterai oui pour un gouvernement.

Le *Gaulois* rapporte un fait assez curieux :

On a trouvé à l'Hôtel-de-Ville de Paris, après le départ des envahisseurs, une dépêche prussienne chiffrée. On conserve à l'Hôtel de Ville cet étrange petit morceau de papier oublié par un agent de M. de Bismark. Le texte de l'émeute publié dans le *Journal officiel*, tout dont on a lonté gémalement la vigueur et la précision, est lu à la plume de M. Jules Simon."

Voici le résultat du plébiscite qui a donné une si admirable majorité au gouvernement de la défense nationale :

	OUI.	NON.
Armée de terre et de mer, et garde mobile	240,622	9053
Sections de Paris et populations réfugiées	321,353	53,585
Total	557,996	62,638

La plupart des maires dans appartiennent au parti républicain, comme MM. Salmon, Hérisson, Martin, Carnot, Corbon, Arnaud et Vautrain; mais quelques partisans de la Commune ont été élus ce sont MM. Ranvier, Mortillet, Mottu et Clémenceau. Il reste à faire six ballottages.

Le citoyen Clémenceau est l'ancien maire démocrate-socialiste qui interdisait Dieu et le catéchisme dans l'école publique du dix-huitième arrondissement.

—Ouasaure que M. Henri Rochefort est en prison. A une très grande agitation. Les scènes violentes qui ont eu lieu à l'Hôtel-de-Ville ont produit sur lui une vive impression. Je ne saurais dire si tout ce qu'on raconte est vrai, mais écrit notre correspondant, s'il est vrai que la foule affolée fait grossièrement injurié et menacé, en la présence du *plante, d'arrivé, de comédies*, qu'il ait répondu intimidée: *"Je ne voulais pas le croire, mais vous êtes tous de la canaille"*—Toujours est il que Rochefort bondé à la fois le gouvernement et le peuple."

Dans ces triste retour des choses d'ici-bas, nous devons reconnaître à cet, que le peuple ne respecte pas ceux qui le flattent *risolet*. Il a raison. Ceux-là seuls peuvent avoir un légitime empire sur lui, dont l'existence est austère et qui pratiquent les conseils qu'ils donnent.

PROTESTATION DES MOBILES A PARIS.

A MM. les membres du Gouvernement de la défense nationale.

Les bataillons de la mobile (soussignés) appelés à Paris, ont appris avec indignation l'attentat commis hier sur vos personnes. De rélèvent de toutes leurs forces contre de tels faits, et ils sont bien décidés à ne pas les subir de nouveau.

La mobile est composée d'hommes qui sont réunis sous les armes pour défendre la patrie. Ils sont à la fois citoyens et soldats.

Comme soldats, ils n'attendent que des ordres, ils ne songent pas à les discuter. Ils ne veulent qu'obéir.

Comme citoyens, ils connaissent et ils revendiquent leurs droits. Aussi, c'est au nom de ces droits complètement méconnus par les émeutiers d'hier, qu'ils viennent vous dire qu'ils ne veulent pas du gouvernement de la Commune de Paris.